COMMUNE DE VILLENEUVE-SUR-AISNE

COMPTE-RENDU
PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 24 mars 2021

L'an deux mille vingt et un, le mercredi 24 mars à dix-neuf heures, le conseil municipal s'est réuni à la salle des fêtes 3 rue Franklin Roosevelt à Guignicourt (justifié par les circonstances exceptionnelles liées à l'épidémie Covid-19), conformément à l'article L.2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales sur la convocation de Monsieur Philippe TIMMERMAN, Maire, adressée aux membres du Conseil Municipal le 18 mars 2021.

Présidence : M. TIMMERMAN

Etaients présents

BARTELS Patrick, BLONDEL Sandrine, BOUCQ Aurélien, COCHOIS Laetitia, COINTE Gérald, CORPEL Bertrand, DELVAL Coralie, DOUGET Joël, EDUIN Philippe, FENAUX Christine, FERRAZ Franck, FRACHOU Ludivine, GAILLOT Jacques, GORZELAK Marceline, LEGRAND Colette, LEMOINE David, LEVASSEUR Stéphanie, LIEGEY Jacques, MAINRECK Estelle, TIMMERMAN Philippe, WEHR Alain, WIART Benoît, WYSOCKI Floriana

Etaients absents

BARON Laure, SIMON Colette, TIBI Mathias

Etait représentée

LEFEBVRE Monica par FENAUX Christine

Secrétaire de séance

Monsieur Jacques LIEGEY
Assisté de M. Julien DUHENOY, Directeur Général des Services

Conseillers municipaux en exercice : 27
Nombre de conseillers présents : 23
Votants :23 + 1 pouvoir

ORDRE DU JOUR :

Le Conseil Municipal a délibéré sur les sujets suivants :

1. Approbation du Compte-rendu/Procès-Verbal de la séance précédente
2. Finances : adoption des comptes de gestion 2020
3. Finances : adoption des comptes administratifs 2020
4. Finances : affectation des résultats 2020
5. Finances : modification des AP/CP (autorisations de programmes / crédits de paiement)
6. Finances : budgets primitifs 2021
7. Finances : subventions de fonctionnement aux budgets annexes
8. Finances : modification du plan des amortissements

9. Finances : fiscalité locale : taux d'imposition
10. Finances : tarifs communaux
11. Finances : subventions aux associations
12. Finances : Communauté de Communes de la Champagne Picarde : attributions de compensation 2021
13. Acquisition foncière : parcelle ZL 112, à proximité de la phase 2 de l'Eco-Quartier
14. Travaux Rue de la Libération : actualisation de l'opération
15. USEDA : travaux d'éclairage du giratoire Rue F. Roosevelt – RD 925
16. Tiers-Lieu : compte-rendu de la décision du jury de concours
17. Petites villes de demain : adhésion au programme
18. Communauté de Communes de la Champagne Picarde : prise de la compétence « mobilités »
19. Syndicat des eaux : rapport sur le prix et la qualité du service public de l'eau (RPQS)
20. Ressources Humaines : tableau des effectifs : créations/suppressions de postes
21. Questions diverses

Objet : Finances : adoption des comptes administratifs 2020

Le conseil municipal, sous la présidence de M. BARTELS Patrick, délibérant sur les comptes administratifs de l'exercice 2020 dressés par Monsieur Philippe TIMMERMAN, maire, après s'être fait présenter les budgets primitifs, et les décisions modificatives de l'exercice considéré,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Maire concerné étant sorti au moment du vote,

1/ Décide de donner acte de la présentation faite des comptes administratifs lesquels peuvent se présenter ainsi :

	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT		ENSEMBLE	
	Dépenses ou déficit (€)	Recettes ou excédents (€)	Dépenses ou déficit (€)	Recettes ou excédents (€)	Dépenses ou déficit (€)	Recettes ou excédents (€)
	COMPTE ADMINISTRATIF PRINCIPAL DE VILLENEUVE-SUR-AISNE					
Résultats reportés	477 755,67 €			852 684,45 €	477 755,67 €	852 684,45 €
Résultats affectés		477 205,59 €				477 205,59 €
Opérations de l'exercice	2 023 926,16 €	1 986 172,27 €	1 957 719,84 €	2 556 648,86 €	3 981 646,00 €	4 542 821,13 €
TOTAUX	2 501 681,83 €	2 463 377,86 €	1 957 719,84 €	3 409 333,31 €	4 459 401,67 €	5 872 711,17 €
Résultats de clôture	-38 303,97 €		1 451 613,47 €		1 413 309,50 €	
Restes à réaliser	84 881,11 €				84 881,11 €	
TOTAUX CUMULES	2 586 562,94 €	2 463 377,86 €	1 957 719,84 €	3 409 333,31 €	4 544 282,78 €	5 872 711,17 €
RESULTATS DEFINITIFS	-123 185,08 €		1 451 613,47 €		1 328 428,39 €	
	COMPTE ADMINISTRATIF SERVICE ASSAINISSEMENT DE GUIGNICOURT					
Résultats reportés		14 694,15 €		99 971,44 €		114 665,59 €
Résultats affectés						
Opérations de l'exercice	133 549,90 €	185 158,63 €	296 751,10 €	287 798,83 €	430 301,00 €	472 957,46 €
TOTAUX	133 549,90 €	199 852,78 €	296 751,10 €	387 770,27 €	430 301,00 €	587 623,05 €
Résultats de clôture	66 302,88 €		91 019,17 €		157 322,05 €	
Restes à réaliser						
TOTAUX CUMULES	133 549,90 €	199 852,78 €	296 751,10 €	387 770,27 €	430 301,00 €	587 623,05 €
RESULTATS DEFINITIFS	66 302,88 €		91 019,17 €		157 322,05 €	
	COMPTE ADMINISTRATIF SERVICE ASSAINISSEMENT DE MENNEVILLE					
Résultats reportés		12 925,28 €		57 951,91 €		70 877,19 €
Résultats affectés						
Opérations de l'exercice	49 761,52 €	48 096,57 €	80 513,28 €	66 981,23 €	130 274,80 €	115 077,80 €
TOTAUX	49 761,52 €	61 021,85 €	80 513,28 €	124 933,14 €	130 274,80 €	185 954,99 €
Résultats de clôture	11 260,33 €		44 419,86 €		55 680,19 €	
Restes à réaliser						
TOTAUX CUMULES	49 761,52 €	61 021,85 €	80 513,28 €	124 933,14 €	130 274,80 €	185 954,99 €

RESULTATS DEFINITIFS	11 260,33 €		44 419,86 €		55 680,19 €	
	COMPTE ADMINISTRATIF CAMPING DE GUIGNICOURT					
Résultats reportés		41 095,29 €		6 160,05 €		47 255,34 €
Résultats affectés						
Opérations de l'exercice	75 326,24 €	51 736,40 €	65 397,92 €	65 415,33 €	140 724,16 €	117 151,73 €
TOTAUX	75 326,24 €	92 831,69 €	65 397,92 €	71 575,38 €	140 724,16 €	164 407,07 €
Résultats de clôture		17 505,45 €		6 177,46 €		23 682,91 €
Restes à réaliser						
TOTAUX CUMULES	75 326,24 €	92 831,69 €	65 397,92 €	71 575,38 €	140 724,16 €	164 407,07 €
RESULTATS DEFINITIFS	17 505,45 €		6 177,46 €		23 682,91 €	

2/ Constate, aussi bien pour la comptabilité principale que pour chacune des comptabilités annexes, les identités de valeurs avec les indications des comptes de gestion votés le 24 mars 2021 notamment aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes

3/ Reconnaît la sincérité des restes à réaliser

4/ Vote et arrête les résultats tels que résumés ci-dessus.

Ont signé au registre des délibérations : M. BARTELS, Mme BLONDEL, M. BOUCQ, Mme COCHOIS, M. COINTE, M. CORPEL, Mme DELVAL, M. DOUGET, M. EDUIN, Mme FENAUX, M. FERRAZ, Mme FRACHOU, M. GAILLOT, Mme GORZELAK, Mme LEGRAND, M. LEMOINE, Mme LEVASSEUR, M. LIEGEY, Mme MAINRECK, M. WEHR, M. WIART, Mme WYSOCKI

Objet : Finances : affectation définitive des résultats 2020

BUDGET PRINCIPAL

Le conseil municipal,

Après avoir examiné le compte administratif du budget principal et avoir constaté que ce dernier est conforme au compte de gestion,

Statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement 2020,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DECIDE l'affectation du résultat de fonctionnement 2020 du budget communal comme suit :

Section	Solde d'exécution 2020	Synthèse des restes à réaliser 2020	Solde global 2020
Fonctionnement	1 451 613,47 €	0,00 €	1 451 613,47 €
Investissement	-38 303,97 €	-84 881,11 €	-123 185,08 €
Affectation du résultat 2020 au compte 1068			123 185,08 €

☞ Affectation en réserve d'investissement, compte 1068 « excédent de fonctionnement capitalisé » la somme de **123 185,08€**

☞ Report en section de fonctionnement – article 002 « excédent de fonctionnement », la somme de **1 328 428,39€**

BUDGET ANNEXE : ASSAINISSEMENT DE GUIGNICOURT

Le conseil municipal,

Après avoir examiné le compte administratif et avoir constaté que ce dernier est conforme au compte de gestion,

Statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement 2020,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,
 DECIDE l'affectation du résultat de fonctionnement 2020 du budget assainissement de Guignicourt
 comme suit :

Section	Solde d'exécution 2020	Synthèse des restes à réaliser 2020	Solde global 2020
Fonctionnement	91 019,17 €	0,00 €	91 019,17 €
Investissement	66 302,88 €	0,00 €	66 302,88 €
Affectation du résultat 2020 au compte 1068			0,00 €

☞ Affectation en réserve d'investissement, compte 1068 « excédent de fonctionnement capitalisé » la
 somme de **0€**

☞ Report en section de fonctionnement – article 002 « excédent de fonctionnement », la somme de
91 019,17€

BUDGET ANNEXE : ASSAINISSEMENT DE MENNEVILLE

Le conseil municipal,
 Après avoir examiné le compte administratif et avoir constaté que ce dernier est conforme au compte
 de gestion,
 Statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement 2020,
 Après en avoir délibéré, à l'unanimité,
 DECIDE l'affectation du résultat de fonctionnement 2020 du budget assainissement de Menneville
 comme suit :

Section	Solde d'exécution 2020	Synthèse des restes à réaliser 2020	Solde global 2020
Fonctionnement	44 419,86 €	0,00 €	44 419,86 €
Investissement	11 260,33 €	0,00 €	11 260,33 €
Affectation du résultat 2020 au compte 1068			0,00 €

☞ Affectation en réserve d'investissement, compte 1068 « excédent de fonctionnement capitalisé » la
 somme de **0€**

☞ Report en section de fonctionnement – article 002 « excédent de fonctionnement », la somme de
44 419,86€

BUDGET ANNEXE : CAMPING DU BORD DE L' AISNE

Le conseil municipal,
 Après avoir examiné le compte administratif et avoir constaté que ce dernier est conforme au compte
 de gestion,
 Statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement 2020,
 Après en avoir délibéré, à l'unanimité,
 DECIDE l'affectation du résultat de fonctionnement 2020 du budget camping comme suit :

Section	Solde d'exécution 2020	Synthèse des restes à réaliser 2020	Solde global 2020
Fonctionnement	6 177,46 €	0,00 €	6 177,46 €
Investissement	17 505,45 €	0,00 €	17 505,45 €
Affectation du résultat 2020 au compte 1068			0,00 €

☞ Affectation en réserve d'investissement, compte 1068 « excédent de fonctionnement capitalisé » la somme de **0€**

☞ Report en section de fonctionnement – article 002 « excédent de fonctionnement », la somme de **6 177,46€**

Objet : Finances : subventions aux associations

Le Maire expose au Conseil municipal d'une part, que l'octroi de subventions est nécessaire aux associations et coopératives scolaires pour maintenir et développer leurs activités et donc le dynamisme de la vie locale de la commune.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- 1°) décide d'accorder les subventions aux associations et coopératives scolaires au titre de l'exercice 2021 ;
- 2°) dit que le nom des associations et coopératives bénéficiaires de ces subventions ainsi que les montants alloués pour chacune d'entre elles figurent dans le tableau joint à la présente délibération ;
- 3°) autorise le Maire à accomplir toutes les formalités subséquentes.

Objet : Finances : Communauté de Communes de la Champagne Picarde : attributions de compensation 2021

Le Conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu le Code Général des Impôts et notamment l'article 1609 nonies C relatif à la libre révision des attributions de compensation,

Vu les critères de révision et l'évaluation approuvés à l'unanimité par la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) du 26 janvier 2021 dans son rapport,

Vu la délibération du 27 janvier 2020 du conseil communautaire sur la proposition de libre révision des attributions de compensation,

Décide d'approuver l'attribution librement révisée de la commune de Villeneuve-sur-Aisne pour l'année 2021, pour un montant de 74 809,00€.

Objet : Acquisition foncière : parcelle ZL 112, à proximité de la phase 2 de l'Eco-Quartier

La commune a été informée qu'un terrain situé à proximité de la phase 2 de la future ZAC de l'Eco Quartier pourrait être mis en vente.

Il s'agit de la parcelle cadastrée section ZL n°112, pour une surface totale à acquérir de 1 500 m².

Ce terrain n'est pas viabilisé et se situe en zone 2AU du Plan Local d'Urbanisme. Bien que situé hors ZAC, la commune envisage de procéder à l'acquisition de ce terrain pour maîtriser au mieux les abords de la future zone de la phase 2 de l'Eco Quartier, et pour envisager une extension future.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques,

Considérant la parcelle sise commune déléguée de Guignicourt cadastrée section ZL n° 112,

Considérant les termes du compromis de vente,

Considérant que l'avis du domaine doit être demandé avant toute acquisition à l'amiable par les communes, par adjudication ou par exercice du droit de préemption, d'immeubles d'une valeur totale égale ou supérieure à une somme fixée désormais à 180 000 €,

Considérant que l'avis du service des domaines n'est de fait pas nécessaire compte tenu du montant de l'acquisition, inférieur aux seuils de consultation.

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DECIDE l'acquisition de la parcelle sise commune déléguée de Guignicourt cadastrée section ZL n° 112, pour un prix de 18 000 €, hors frais d'acte à charge de l'acquéreur ; aux conditions sus désignées et mentionnées dans le compromis de vente.

AUTORISE Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités subséquentes, et notamment à signer tout acte notarié nécessaire à la réalisation de cette acquisition. Etant précisé qu'en cas d'empêchement du Maire, l'acte de cession pourra être signé par Monsieur Patrick Bartels, maire délégué de Menneville. DIT que la dépense sera imputée au budget de l'exercice 2021.

Objet : Travaux rue de la Libération : actualisation de l'opération

Le maire rappelle au conseil municipal le contenu du projet d'aménagement de la rue de la libération et de ses abords, présenté lors d'une séance précédente en 2020.

Au regard des multiples enjeux, notamment la sécurité et l'attractivité du centre-bourgs, il apparait primordial de réaliser ce projet, qui correspond à la rue centrale de la commune, le cœur du village.

Ce projet a été amorcé en partenariat avec l'ADICA (Agence Départementale d'Ingénierie pour les Collectivités de l'Aisne), spécialisée notamment en matière d'aménagements routiers.

A l'époque, le montant estimatif des travaux (y compris les études et frais annexes) s'élevait à 166 562,55 € HT soit 199 875,06 € HT.

Depuis, sur les conseils de ladite agence, un maître d'œuvre a été sélectionné.

Aussi, en prévention, une inspection TV des réseaux (ITV) a été réalisée.

Cette étude a malheureusement révélé un état de vétusté avancé des réseaux EU (eaux usées), EP (eaux pluviales) et AEP (eau potable).

Le remplacement de ces réseaux -excepté l'AEP qui est de la compétence du syndicat des eaux- a été chiffré et le coût total du projet actualisé comme suit :

Aménagements : MOE : 6 300.00 €
Travaux : 192 305.50 €

Eaux pluviales : MOE : 7 900.00 €
Travaux : 240 496.50 €

Eaux Usées : MOE : 9 900 €
Etudes complémentaires : 23 250 €
Travaux : 240 000 €

USEDA : 91 000 € (HT=TTC)

Soit un coût total de : 811 152 € HT / 955 182,40 € TTC

S'agissant des travaux relatifs au réseau eaux usées, les travaux réalisés respecteront toutes les prescriptions de l'Agence de l'Eau Seine Normandie (AESN) et notamment la charte qualité nationale d'assainissement. Condition indispensable à la participation financière de l'AESN.

Plan de financement :

Il est proposé de solliciter des subventions auprès de l'Etat, ainsi que du département et de l'Agence de l'eau et de tout autre financeur potentiel

Pour un montant maximum global de subvention de 80% du montant total HT de l'opération.

Le montant non subventionné sera à charge de la commune.

Vu le Code Général des Collectivités territoriales,

Vu le rapport de présentation du Maire,

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Décide de la réalisation de ces travaux de rénovation de la rue de la libération et ses abords, qui correspond au cœur de la commune déléguée de Guignicourt,

Dit que les travaux relatifs au réseau eaux usées respecteront toutes les prescriptions de l'Agence de l'Eau Seine Normandie (AESN) et notamment la charte qualité nationale d'assainissement.

S'engage à réaliser les travaux dans un délai de deux ans à partir de la date de notification

Approuve l'enveloppe prévisionnelle globale de l'opération qui s'élève à environ 960 000,00€ TTC

Dit qu'une variation de plus ou moins 10% de cette enveloppe est autorisée

Dit que le maire établira le plan de financement conformément au taux global de subvention souhaité de 80%,

Autorise le maire à accomplir toutes les formalités subséquentes

Objet : USEDA : travaux d'éclairage du giratoire rue F. Roosevelt - RD 925

Il est exposé à l'assemblée le projet d'éclairage du nouveau giratoire site « le point du jour » (phase 2) de la ZAC de l'Eco Quartier.

Giratoire situé à la sortie de Guignicourt, direction Menneville.

Il est précisé que les travaux seront réalisés par l'USEDA, Union des Secteurs d'Energie du Département de l'Aisne, autorité concédante du service public de l'électricité.

Le coût total des travaux s'élève à 33 652,04 € HT

En application des statuts de l'USEDA, la contribution de la commune est calculée en fonction du nombre de points lumineux et de leurs caractéristiques.

Il est indiqué que sur le coût total des travaux, la contribution à verser par la commune à l'USEDA s'élève à : 22 413,35 € HT. Elle pourra être actualisée en fonction de la variation des indices des travaux publics.

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Décide de la réalisation de ces travaux d'éclairage du nouveau giratoire site « le point du jour » de la ZAC de l'Eco Quartier, tels que présentés ci-dessus.

Autorise le Maire à verser à l'USEDA à la fin des travaux la contribution demandée,

Dit que les crédits suffisants sont inscrits au budget,

Autorise le Maire à accomplir toutes les formalités subséquentes

Objet : Tiers-Lieu : compte-rendu de la décision du jury de concours

Le maire rappelle que conformément aux règles de la commande publique ainsi qu'à la délibération en date du 28/10/2020 la commune a organisé un concours restreint de maîtrise d'œuvre, aux fins de signer un marché de maîtrise d'œuvre, pour désigner l'équipe qui sera en charge de ce projet.

Le Maire indique que le déroulement de la procédure a été conforme à la délibération sus-mentionnée.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibération du Conseil Municipal en date 25 Mai 2020,

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de ses délégations,

Vu la délibération n°2020-062-1 du 28 octobre 2020 fixant le programme de l'opération, la procédure et la composition du jury,

Le Maire rend compte au Conseil Municipal, qui lui en donne acte, des décisions prises depuis les dernières séances, et notamment :

1/ Décision n°2021-001 du 26/02/2021 portant désignation du lauréat du concours

2/ Décision n°2021-002 du 23/03/2021 autorisant la signature du marché subséquent de maîtrise d'œuvre n° 2020-001 à intervenir avec le groupement dont le mandataire est OMADA ARCHITECTES-34 Chaussée du Port-51000 Châlons-en-Champagne ; concernant la maîtrise d'œuvre relative à la réhabilitation/transformation de l'ancienne école Mortimer en tiers-lieu. Pour un forfait provisoire de rémunération de 276 848,37 € HT, soit un taux de rémunération de 12,95 % de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux 2 137 000 € HT

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, a pris connaissance et prend acte des décisions prises par le Maire et le jury de concours en application du Code Général des Collectivités Territoriales.

Objet : Petites villes de demain : adhésion au programme

Le programme Petites Villes de Demain vise à donner aux élus des communes et leurs intercommunalités de moins de 20 000 habitants, qui rayonnent et exercent pour tout le territoire qui les entoure, des fonctions essentielles de centralité, les moyens de concrétiser leurs projets de revitalisation pour (re)devenir des villes dynamiques, où il fait bon vivre et respectueuses de l'environnement. Le programme est déployé sur 6 ans : 2020-2026.

Dans l'Aisne, 25 villes sont lauréates de ce programme, en candidature seule ou groupée, représentant au total 15 Petites Villes de Demain.

Au sein de la communauté de communes, notre commune est lauréate, en candidature groupée avec les communes de Sissonne, Saint-Erme, Liesse-Notre-Dame et la communauté de communes.

Le maire présente les 3 piliers du programme porté par l'Agence Nationale de Cohésion des Territoires au bénéfice des villes lauréates :

- un appui global en ingénierie, notamment par le biais du financement à 75 % d'un chef de projet Petites Villes de Demain ;
- des outils et expertises sectorielles, dans l'ensemble des champs nécessaires à la revitalisation des centralités, et notamment l'habitat, le commerce, l'économie locale et l'emploi, les mobilités douces, la transition écologique ;
- un accès à un réseau professionnel étendu, au travers de la création du « Club Petites Villes de Demain ».

Pour les communes lauréates du dispositif et leurs intercommunalités, les étapes à franchir sont les suivantes :

- signature d'une convention d'adhésion : premier acte d'engagement dans le programme, cette convention est co-signée par les exécutifs de la ou des communes lauréates et de l'intercommunalité, par le préfet, et le cas échéant par tout autre partenaire institutionnel et technique.
La signature de cette convention d'adhésion permet de solliciter le co-financement du chef de projet.
- recrutement du chef de projet : il assure le pilotage opérationnel du projet de revitalisation pour le compte de l'exécutif local. Le portage administratif du chef de projet peut être assuré par une ville lauréate ou par l'intercommunalité.
- la signature d'une convention cadre Petites Villes de Demain, dans les 18 mois suivant la signature de la convention d'adhésion. Celle-ci contient la stratégie de revitalisation et les actions et moyens à déployer pour la concrétiser.

Le conseil communal,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Affirme son engagement dans le programme Petites Villes de Demain, en partenariat avec les communes de Sissonne, Saint-Erme, Liesse-Notre-Dame et la communauté de communes de la Champagne Picarde,

Autorise le maire à accomplir toutes les formalités subséquentes,

Autorise le maire à signer la convention d'adhésion au programme.

Objet : Communauté de Communes de la Champagne Picarde : prise de la compétence "mobilités"

La loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités (LOM) vise à améliorer l'exercice de la compétence d'autorité organisatrice de la mobilité (AOM) en la généralisant à l'ensemble des communautés de communes, sous réserve que celles-ci délibèrent en ce sens avant le 31 mars 2021.

A défaut, la compétence est exercée par la région sur le territoire de la communauté de communes concernée à partir du 1er juillet 2021.

Toutefois, compte tenu des moyens et du périmètre de ces EPCI à fiscalité propre, la loi comporte une disposition particulière (article L. 3111-5 du code des transports, modifié par le I, 24° de l'article 8 de la LOM) prévoyant que la communauté de communes qui prend la compétence d'AOM n'est substituée à la région dans l'exécution des services réguliers de transport public, des services à la demande de transport public et des services de transport scolaire intégralement inclus dans son ressort territorial que si elle en fait la demande

La prise de compétence "mobilité" au sein de la Communauté de Communes Champagne Picarde ne concerne pas les services de transports réguliers (réseau SNCF, transport scolaire et lignes de car).

Cette prise de compétence s'exercera "à la carte", en choisissant d'organiser les services de transport apportant la réponse la plus adaptée aux besoins de mobilité du territoire d'assurer les services de mobilité suivants :

- les services relatifs aux mobilités actives ou contribuer au développement de celles-ci
- les services relatifs aux usages partagés des véhicules terrestres à moteur ou contribuer au développement de ces usages.
- les services de mobilité solidaire, de contribuer au développement de tels services ou verser des aides individuelles à la mobilité, afin d'améliorer l'accès à la mobilité des personnes se trouvant en

situation de vulnérabilité économique ou sociale et des personnes en situation de handicap ou dont la mobilité est réduite.

- les services de conseil et d'accompagnement auprès des différents acteurs et usagers.

Le transfert de compétence sera effectif si la majorité des communes délibèrent favorablement dans un délai de 3 mois à compter de la présente notification. Toute absence de délibération valant avis favorable.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-17 et L. 5211-5 ;

Vu la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités et notamment son article 8 tel que modifié par l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avr. 2020 ;

Vu les statuts de la communauté de communes Champagne Picarde ;

Vu la délibération du conseil communautaire en date 4 février sollicitant à l'unanimité, la prise de compétence « mobilités »

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré, à 22 voix pour, 2 abstentions

APPROUVE l'exercice de la compétence « organisation de la mobilité » par la communauté de communes de la Champagne Picarde

PRECISE que la communauté de communes décide de ne pas se substituer à la région dans l'exécution des services réguliers de transport public, des services à la demande de transport public et des services de transport scolaire que la région assure actuellement dans le ressort de son périmètre ; la communauté de communes conserve cependant la capacité de se faire transférer ces services à l'avenir conformément aux dispositions de l'article L. 3111-5 du Code des transports

Objet : Syndicat des eaux : rapport sur le prix et la qualité du service public de l'eau (RPQS)

Après présentation de ce rapport, le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte le rapport sur le prix et la qualité du service public d'eau potable du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable,

Autorise le Maire à accomplir toutes les formalités subséquentes.

Objet : Ressources humaines : tableau des effectifs : créations/suppressions de postes

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée la nécessité de créer un poste d'adjoint technique territorial occasionnel à temps complet afin de recruter un agent contractuel pour accroissement temporaire d'activités.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le tableau des effectifs,

Considérant la nécessité de supprimer un poste d'adjoint technique territorial à temps non complet et de créer un poste d'adjoint technique territorial à temps non complet, de créer un poste d'adjoint territorial d'animation principal 2^{ème} classe occasionnel à temps non complet

Vu l'exposé du Maire,

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

1 - De modifier le tableau des effectifs en ce sens :

Suppression de poste

Grade	Catégorie	Nombre de poste	Durée hebdomadaire
Adjoint technique territorial	C	1	31h

Création de poste

Grade	Catégorie	Nombre de poste	Durée hebdomadaire
Adjoint technique territorial	C	1	30h30
Adjoint territorial d'animation principal 2 ^{ème} classe occasionnel	C	1	20h

2 – Dit que les crédits correspondants sont inscrits au budget.

3 – D'autoriser le maire à accomplir toutes les formalités subséquentes.

Questions diverses

Un point a été fait sur l'avancement des différents projets.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Maire lève la séance.

Compte-rendu affiché le 31 mars 2021

Le secrétaire de séance,
Jacques LIEGEY

Le Maire,
Philippe TIMMMERMAN